

ENTRETIEN AVEC LE SÉNATEUR « TUPAMARO »  
ELEUTERIO FERNÁNDEZ HUIDOBRO

## Élections en Amérique : le basculement de l'Uruguay



L'Uruguay, traversé par une profonde crise économique, s'apprête à élire Tabaré Vázquez à la présidence. La coalition qu'il conduit propose de « changer » le pays en lui redonnant son indépendance politique face aux États-Unis et en développant une politique d'urgence sociale, sans pour autant s'orienter vers l'étatisme. Le sénateur Eleuterio Fernández Huidobro, leader historique du mouvement Tupamaros qui forme le courant révolutionnaire de la coalition, a accepté de répondre à nos questions. Il donne sa vision de l'Uruguay et se remémore les luttes syndicales, puis la résistance contre la dictature, qui ont forgé l'unité de la gauche actuelle.

page 2

### Sharon défend son plan de désengagement

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Le *Jerusalem Post*

reproduit des extraits des discours prononcés à la Knesset par Ariel Sharon et son ministre et néanmoins rival, Benjamin Netanyahu, lors du débat sur le plan de redéploiement. Le Premier ministre s'est présenté comme un vieux soldat que l'on ne peut accuser de brader la terre juive, mais qui considère le retrait nécessaire à la paix. Son ministre des Finances demande pour sa part de convoquer un référendum pour trancher.

page 8

REPÈRE : 29 OCTOBRE 1965

### La police française enlève Mehdi Ben Barka

Mehdi Ben Barka, militant nationaliste marocain depuis l'époque du Protectorat, dirigeant de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), principal parti d'opposition, et coordinateur de la Conférence tricontinentale qui devait se tenir à Cuba, a rendez vous avec le réalisateur Georges Figon qui tourne un film sur la décolonisation. Celui-ci est en fait un informateur de la police marocaine qui a demandé, pour l'occasion, un coup de main à la police française. Le 29 octobre, en plein Paris, Ben Barka est embarqué de force dans une voiture par les policiers français Souchon et Voitot - sur ordre de leur hiérarchie. Il est enmené dans la cave de l'agent marocain Georges Boucheseiche, à Fontenay-le-Vicomte, où il sera torturé et assassiné par le chef de la police secrète marocaine, Mohammed Oufkir. Son corps ne sera jamais retrouvé, Boucheseiche avouant des années plus tard l'avoir dissous dans une baignoire pleine d'acide. ■



### LA FLORIDE, ÉTAT MAUDIT DES ÉLECTIONS US

Près de 60 000 bulletins de vote par correspondance, destinés aux électeurs du comté de Broward (Floride) qui ne pourront pas se déplacer aux urnes le 2 novembre, se sont perdus dans la nature. Déjà en 2000, Broward figurait parmi les quatre comtés dans lesquels le candidat démocrate, Albert Gore, écarté par la Cour suprême bien qu'élu à la présidence des États-Unis, avait demandé un comptage manuel. Celui-ci, qui sera réalisé par les grands journaux états-uniens, révélera un peu tard que Gore avait bien remporté la victoire dans cette circonscription, et avec elle l'élection présidentielle. En 2002, c'est dans ce même comté qu'un dispositif controversé de vote par écran tactile permit d'écartier Janet Reno, ancienne Attorney general sous Bill Clinton, de l'élection au poste de gouverneur de Floride, face à Jeb Bush. En 2000, le camp démocrate avait demandé l'annulation des votes par correspondance, soupçonnés d'irrégularité. La directrice du Bureau électoral de Broward, Gisela Salas, a par ailleurs invité les électeurs qui ne pourront pas voter le 2 novembre à se déplacer avant cette date dans les bureaux de vote déjà ouverts à cet effet, plutôt que d'adresser leur bulletin par la voie postale. Dans le comté de Broward, peuplé essentiellement de Blancs (70%) et d'Afro-Américains (20 %), la responsable des élections est Brenda Snipes, une Démocrate nommée par Jeb Bush en novembre 2003. ■

Entretien avec le sénateur « tupamaro »  
Eleuterio Fernández Huidobro

# Élections en Amérique : le basculement de l'Uruguay

**L'Uruguay, traversé par une profonde crise économique, s'apprête à élire Tabaré Vázquez à la présidence. La coalition qu'il conduit propose de « changer » le pays en lui redonnant son indépendance politique face aux États-Unis et en développant une politique d'urgence sociale, sans pour autant s'orienter vers l'étatisme. Le sénateur Eleuterio Fernández Huidobro, leader historique du mouvement Tupamaros qui forme le courant révolutionnaire de la coalition, a accepté de répondre à nos questions. Il donne sa vision de l'Uruguay et se remémore les luttes syndicales, puis la résistance contre la dictature, qui ont forgé l'unité de la gauche actuelle.**



Le sénateur Eleuterio Fernández Huidobro

Le 31 octobre se tiendra le premier tour de l'élection présidentielle en Uruguay. Les instituts de sondages pronostiquent une victoire de Tabaré Vázquez, le candidat du Frente Amplio, peut-être même dès le premier tour. Dans un continent désormais gouverné par Fidel Castro à Cuba, Hugo Chavez au

Venezuela, Lula da Silva au Brésil, Nestor Kirchner en Argentine, l'Uruguay choisirait à son tour la transformation sociale et l'indépendance face aux États-Unis. L'union politique et économique du Mercosur s'en trouverait relancée tandis que le projet états-unien de Zone de libre-échange des Amériques serait partiellement bloqué.

L'Uruguay, autrefois qualifiée de « Suisse de l'Amérique du Sud », traverse aujourd'hui une profonde crise économique qui se traduit par un chômage de masse et une fuite des cerveaux sur fond de vieillissement de la population. Le sénateur Eleuterio « Ñato » Fernández Huidobro est un dirigeant historique du mouvement révolutionnaire des Tupamaros, composante centrale de la coalition de la gauche. Il a conduit des actions armées dans les années soixante, puis après le coup d'État de 1973, et a été longuement emprisonné dans des conditions particulièrement difficiles. Il a accepté de répondre aux questions de Stella Calloni pour la revue vénézuélienne *Question*, membre de la *Red Voltaire*.

**Question/Red Voltaire :** *Vous êtes maintenant face à la plus grande probabilité d'accéder au gouvernement, et ce ne serait d'ailleurs pas la première victoire du Frente Amplio.*

**Eleuterio Fernández Huidobro :** Ce ne serait pas la première victoire. Nous avons administré la ville de Montevideo et bien d'autres. La progression du Frente Amplio a été constante. Déjà en 1999, nous avions gagné, mais nous n'avions pas atteint le seuil des 50%. Les deux partis se sont unis lors du ballottage et c'est ainsi que Jorge Batlle [1] est arrivé à la présidence. Les enquêtes indiquent maintenant que nous sommes au-dessus de la barre des 50% [2]. Depuis la crise qui a frappé l'Uruguay en 2002, les dirigeants des deux partis sont arrivés à la conclusion que le Fa-Encuentro Progressista (EN) gagnerait ces élections.

*Quelle est la situation générale en Uruguay ?*

Le démantèlement du pays a été très fort. Le président Jorge Batlle a œuvré avec beaucoup de maladresse et continue de commettre des erreurs très graves dans tous les domaines. En politique extérieure, elles sont accablantes.



Jorge Batlle

Par exemple, en 2003, il affirma publiquement que son ami l'ex-président argentin Carlos Menem allait gagner les élections. Il a ensuite entamé des discussions avec le président Nestor Kirchner, et son gouvernement a commis une série d'erreurs qui ont eu des conséquences sur leurs relations avec des pays tiers. Cette attitude s'est

répétée à plusieurs reprises. Alors même que des avancées semblaient possibles dans le domaine des Droits Humains, ce fut un désastre de par son attitude.

Il est impossible d'oublier que quand ils ont gagné à l'issue du ballottage et que Batlle a été élu président, seulement 20 jours plus tard il a assisté à une curieuse réunion avec les fameux - non par leur vertu - frères Rhom, banquiers argentins

corrompus, l'un est fugitif et l'autre en procès. Cette réunion avait pour invités rien de moins que George Bush (père), Carlos Menem, l'ex-président uruguayen Alberto Lacalle, et Fernando de la Rúa. Batlle voulait ainsi démontrer qu'il avait d'excellents contacts. Peu de temps après Menem fut emprisonné pour vente illégale d'armes, et De la Rúa a du quitter le pouvoir de manière précipitée en s'enfuyant en hélicoptère de la « Casa Rosada » fin 2001, quand le « modèle » a explosé en Argentine [3].

*Comment l'unité a-t-elle pu être maintenue au sein du Frente Amplio où convergent tant de mouvements de gauche, d'organisations sociales et syndicales ?*

Il faut remonter aux origines, puisque cette unité a été l'œuvre de grandes figures politiques comme Rodney Arismendi du Parti communiste, qui en a été le promoteur à la fin des années 50 ; Héctor Rodríguez, Raúl Sendic (leader des Tupamaros), Gerardo Gatti du Mouvement pour la Victoire du Peuple, disparu en Argentine. La rencontre de ces grands dirigeants fut un moment historique. Ce fut un long et rude labeur. L'unité ne s'est pas faite par un simple acte de volonté. Elle requiert travail, responsabilité, analyse, débats et l'abandon de toute bassesse politique et des querelles inutiles. Par la suite celle-ci s'est étendue à d'autres dirigeants et à d'autres mouvements. L'unité a été atteinte après un long travail, ponctué de plusieurs tentatives malheureuses. Ceux qui l'ont réalisée jouissent d'un prestige qu'ils ont gagné à la faveur d'un travail constant et d'une grande cohérence.

L'unité ouvrière, qui se dessinait, annonçait par ailleurs l'unité politique. Tout ceci se concrétisa en 1970, quand survint en outre au Chili la grande victoire de Salvador Allende, et quand arrivèrent au Frente Amplio (FA) de grandes figures comme Liber Sergeni et autres dirigeants historiques. En Uruguay, il y avait de grandes mobilisations universitaires et unitaires. Il est important de souligner que la classe ouvrière uruguayenne n'a jamais été liée avec les gouvernements successifs. Le meilleur du syndicalisme a livré bataille aux syndicalistes jaunes. Ce fut un moment de travail et de militantisme. Les syndicalistes ne perçoivent pas de salaires pour leur activité syndicale, mais simplement leur salaire de travailleurs, et cela fait une grande différence avec d'autres expériences. Dans cette unité originelle, il faut souligner que quelques dirigeants du Parti Démocrate Chrétien (PDC) se sont joints au FA.

*Fondamentalement, quels éléments ont contribué au renforcement de cette unité et comment s'est-elle étendue vers la base ?*

Il y avait une grande crise, et la répression ne faisait pas de différence entre les partis. Cette situation poussa à l'union, et à prendre des mesures de sécurité communes. Les casernes faisaient le plein de prisonniers politiques, de militants de gauche, d'anarchistes, et de militants sociaux, tous roués de coups. Face à ces situations, l'acceptation de l'autre était spontanée. Par ailleurs le débat, la discussion et l'analyse nous ont tous enrichis. Je dirais que tout cela nous a éclairés et nous a sorti des cercles fermés.

Au-delà des divergences qui en réalité étaient circonstancielles, la vie, la réalité rendaient compte de ces différences qui ne portaient pas sur les principes.

Pourquoi ne pas nous unir ? Quand on entre dans cette espèce de pôle magnétique de l'unité, celle-ci touche naturellement la masse et c'est ainsi que sont nés les « Comités de base ». Ce fut là un phénomène extraordinaire. Dans les Comités de base convergeaient des militants de tous les groupes et y compris des indépendants. Ces militants empêchaient avec leurs demandes qu'on casse l'unité du FA et ont fait en sorte qu'on écoute toujours la majorité.

*De l'extérieur on observe avec intérêt cette unité, car en Amérique latine il y a une tendance très forte à la désintégration de la gauche.*

Ce n'est évidemment pas un miracle. La base de tout est l'humilité et le travail militant. Je me suis rendu au Venezuela en 1999, j'ai expliqué ce qu'était le comité de base et quelqu'un a dit : « Il serait bon de le faire ici », mais la situation n'était pas la même. Ils ont créé d'autres formes d'organisation de quartiers et continuent à en créer d'autres très intéressantes. En Uruguay, le Comité de base est un véritable noyau. C'est là qu'on débat des positions qui sont portées ensuite à la Coordination générale. On élit un représentant, non par parti, mais sur décision de l'ensemble. Il n'y a pas de place pour les petites et misérables querelles pour déterminer qui sera le représentant. C'est cela qui nous a rendus plus forts. Les différences sont discutées et personne ne tente de contrôler le Comité pour son propre parti. Quand s'est créé le FA, l'idée du Comité de base a germé et s'est répandue tout naturellement.

*Pour la reconstruction après la dictature, quel a été l'importance du thème de la mémoire ?*

Ce fut très important. De ces années dramatiques du coup d'État fasciste, on se souvient de la résistance, des grèves, de l'emprisonnement des dirigeants, des pertes. Ceux qui intégraient les Comités de base ne se sont pas sentis trompés par leurs dirigeants. La reconstruction a ensuite été presque spontanée, parce qu'ils étaient au cœur des quartiers. À ce propos, je tiens à souligner le rôle énorme des femmes, des mères. De manière générale, outre toutes celles qui sont passées par les prisons ou ont disparu, elles ont dû prendre soin dans leurs maisons des enfants dont les pères ont alors été emprisonnés, et elles racontaient en permanence à voix basse, l'histoire. Tous connaissaient le rôle de chacun dans le Comité de base. C'est une histoire très émouvante. Il y a même eu des familles où on laissait la chaise vide de l'absent. C'était quelque chose de symbolique, quelque chose de très fort.

*Comment se porte le militantisme actuellement ?*

C'est un autre moment historique : bien que nous ayons reconstruit cela, il n'y a pas autant de militantisme politique que par le passé, ni même de temps pour militer. Il n'y a pas de travail ou on doit travailler de nombreuses heures pour à peine survivre. La jeunesse ne développe pas en général un militantisme actif et discipliné. Toutefois, il y a quelque chose de très important. Au moment des grandes journées de mobilisation, ils surgissent soudainement et on ressent alors qu'il y a un lien très fort avec le passé. Cela s'est vérifié avec la foule qui a assisté à l'enterrement de Liber Seregni. Beaucoup disaient : « Comment n'allais-je pas venir l'accompagner alors que tout cela fait partie de la mémoire de notre enfance ? » L'Uruguay d'aujourd'hui vit une situation critique avec 14 % de

chômeurs, qui en réalité avoisinent les 20 %. Dans un petit pays [4], ce chiffre est immense. Il y a un grand démantèlement social et une forte acculturation.

*Dans ses grandes lignes, quel est le programme du Frente Amplio ?*

On peut distinguer cinq grands axes fondamentaux. Dans le secteur économique, promouvoir un Uruguay productif, en mettant en marche l'appareil productif, tout en tenant compte des situations urgentes et en particulier de l'urgence sociale. Comment utiliser les ressources de l'État, face à l'urgence dramatique de la grande pauvreté, non par une politique « d'assistance » en tant que telle, mais plutôt par une approche éthique, ce qui requiert l'action d'urgence dans les cas les plus alarmants, tandis que l'on redresse l'économie. Nous devons essayer d'endiguer l'émigration des jeunes, qui s'avère très dommageable pour le pays. L'autre axe est ce que nous appelons l'Uruguay intelligent, le thème de l'éducation scientifico-technologique, qui est aujourd'hui à l'abandon.

En politique internationale, notre regard est tourné vers l'Amérique latine, c'est le MERCOSUR, l'intégration du sud, et non la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) [5]. Le discours qui nous unit autour de tous ces axes a été discuté par 3500 délégués, point par point. Pour détailler les axes relatifs au programme, plus de mille techniciens sont au travail. On étudie comment mettre en œuvre tout ce programme une fois au gouvernement. L'Uruguay est un petit pays, de ce fait la sortie de crise sera peut être plus simple. Notre situation n'a rien à voir avec celle du Brésil, qui doit apporter une réponse à 44 millions de personnes qui doivent manger trois fois par jour, et c'est très difficile.

*Quelle est votre perception des événements en Amérique latine ?*

La tendance est plutôt à l'optimisme, et ce malgré les difficultés. Je crois que l'heure de l'Amérique du Sud est venue : Le Venezuela, le Brésil et l'Argentine offrent des perspectives encourageantes. Mais en même temps nous savons que cela ne va pas sans poser problème à l'impérialisme. La chose deviendra sérieuse quand ils y regarderont de plus près, mais nous devons prendre en compte que ce c'est un processus en zig-zag, avec des méandres. Nous sommes conscients et disposés à accepter des victoires et des défaites. Nous ne nous attendons pas à un processus linéaire. Après la vague néo-libérale qui a succédé aux grandes dictatures, qui avaient enterré les utopies réformistes, après la tempête aux terribles conséquences sociales, l'échec incontestable du néo-libéralisme a provoqué une réaction massive dans tous les pays.

*Pour vous qui êtes issu de la guérilla des années 60 quelles sont les différences ?*

Les formations de la guérilla des années 60 ont été fortes, actives, mais on ne mobilisait pas les masses comme maintenant. Dans les années 60, à gauche au Brésil on ne pouvait pas imaginer un Parti des Travailleurs avec 10 millions d'affiliés. On ne pouvait imaginer qu'au Brésil il existerait le mouvement paysan le plus important du monde, celui des paysans sans terre (MST), qui compte des millions de personnes, et ils agissent avec une grande force et responsabilité. L'ampleur de ce qui arrive aujourd'hui au Brésil, les victoires colossales du

président Hugo Chavez au Venezuela, qui ont été un exemple pour le monde entier - le défi du référendum, que personne n'aurait imaginé en d'autres temps -, tout ceci annonce l'avènement d'une ère nouvelle, différente. Un grand nombre de personnes sont mobilisées.



Tabaré Vázquez

Nous voyons dans notre Amérique du Sud, que beaucoup de choses inachevées après la révolution de mai, renaissent maintenant. Les Simón Bolívar, José Gervasio Artigas, José de San Martín, etc. sont de retour. La question nationale est centrale. Nous devons tous être conscients qu'on ne peut pas laisser passer ou entraver par des querelles politiques sans importance, et qui sont étrangères à d'authentiques formations de gauche, ce moment historique pour l'Amérique latine.

### **Stella Calloni**

*Écrivain et journaliste argentine*

[1] membre du parti Colorado, Jorge Battle Ibanez est l'héritier d'une dynastie politique. Son grand-père gouverna le pays il y a un siècle et son père fut également président.

[2] Contrairement aux systèmes électoraux européens, qui requièrent 50 % des suffrages pour être élu, le système uruguayen exige 50 % des voix exprimées à l'exclusion du décompte des blancs et nuls. Dans la pratique, en 1999, il aurait fallu 53 % des suffrages pour que le Frente Amplio emporte l'élection au premier tour.

[3] Voir l'intégralité en ligne du livre référence sur la corruption en argentine *La Prueba*, sur notre site en espagnol [RedVoltaire.Net](#).

[4] L'Uruguay compte 3,3 millions d'habitants regroupés dans quelques centres urbains.

[5] Voir « [Chavez veut mener la résistance](#) » et « [Rébellion au Sommet des Amériques](#) », *Voltaire*, des 26 novembre 2003 et 13 janvier 2004.

## RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux  
[www.reseauvoltaire.net/forum.html](http://www.reseauvoltaire.net/forum.html)

# Sharon défend son plan de désengagement

## Analyse

Le *Jerusalem Post* a eu la bonne idée de reproduire des extraits des discours prononcés à la Knesset par Ariel Sharon (repris également par *The Independent*) et son ministre et néanmoins rival, Benjamin Netanyahu, lors du débat sur le plan de redéploiement.

Le Premier ministre s'est présenté comme un vieux soldat que l'on ne peut accuser de brader la terre juive, mais qui considère le retrait nécessaire à la paix. Son ministre des Finances, tout en approuvant du bout des lèvres le plan Sharon, en a fait la critique, pour finalement conclure à l'obligation de convoquer un référendum pour trancher.

Dans *Ha'aretz*, Qaddoura Farez, un des négociateurs palestiniens de l'Initiative de Genève, souligne que, contrairement à ce qu'il déclare en public, M. Sharon et ses conseillers ne font pas mystère en privé de leur volonté de poursuivre le redéploiement pour empêcher la création d'un État palestinien viable. Il note que, de toute manière, la paix ne peut être que le fruit d'une négociation et non de décisions unilatérales.

Le sort semble favorable aux projets de M. Sharon. Le président Yasser Arafat est gravement malade. La guerre civile et le chaos seraient d'autant plus faciles à provoquer lors du retrait israélien de Gaza que le leader historique du peuple palestinien serait empêché ou décédé.

Illustre membre du Comité consultatif de Défense du Pentagone, l'ambassadeur Kenneth Adelman a révélé aux lecteurs du *Los Angeles Times* la subtile et novatrice stratégie de Saddam Hussein. Sérieusement ou par dérision, *Gulf News* s'est empressé de reproduire ce morceau choisi. Selon le diplomate, bien que respectant les injonctions de l'ONU, le président irakien aurait tenté de protéger son pays en faisant croire qu'il disposait d'armes interdites.

Paradoxalement ce bluff aurait causé sa perte, puisque la Coalition l'a renversé pour lui retirer des armes qu'il ne détenait pas. Bref, M. Adelman découvre avec deux mille cinq cent ans de retard sur Sun Tzu que le bluff et la ruse sont des armes de dissuasion. Le ridicule n'est pas là, mais dans sa conclusion : l'invasion de l'Irak était juste parce que Saddam Hussein bluffait. La vérité est toute autre : pour se protéger, l'Irak a feint d'avoir les moyens de se défendre. Mais les inspections de l'ONU montraient qu'il n'en était rien. La Coalition a alors décidé de profiter de cette contradiction pour écraser un adversaire sans défense réelle. Elle était parfaitement consciente du bluff au point que les Britanniques n'ont même pas doté leurs troupes de combinaisons NBC car ils les savaient inutiles. Prétendre qu'une guerre est juste parce que l'on s'est laissé berné ou que l'on a feint de l'être n'est qu'un exercice rhétorique. Au demeurant, la question de la guerre juste était certainement passionnante pour saint Thomas d'Aquin et ses successeurs, elle ne se pose qu'en théologie morale, pas en politique. La Coalition n'était nullement contrainte d'agir comme elle l'a fait. La guerre était son choix et sa volonté. Le reste n'est que « communication ».

Comme beaucoup d'autres, Shlomo Avineri est tenaillé par la culpabilité qu'il ressent devant un inutile carnage. Aussi, explique-t-il doctement dans le *Jerusalem Post*, l'invasion de l'Irak était juste parce qu'elle était la sanction des crimes passés de Saddam Hussein. Il avait en effet attaqué quatre États souverains et violé une douzaine de résolutions de l'ONU. La Coalition n'était donc que le bras vengeur du courroux divin. Il ne semble pas que cette vision biblico-hollywoodienne laisse la place à un examen de conscience. M. Avineri se serait alors souvenu qu'aujourd'hui Israël occupe illégalement des territoires palestiniens, libanais et syriens, et viole une centaine de résolutions de l'ONU.

Le sociologue irakien Sami Ramadani, révèle aux lecteurs du *Guardian* les dessous du scandale qui entoure le rejet de l'adhésion de la Fédération irakienne des syndicats au collectif anti-guerre britannique, Stop the War. Il ne s'agit là nullement d'un signe de sectarisme des militants pacifistes, mais de cohérence. Cette fédération est aux mains d'un des partis communistes irakiens, lui-même lié à la CIA bien avant l'occupation du pays et aujourd'hui impliquée dans la collaboration. D'une manière plus générale, les Européens doivent être informés que la Coalition fabrique à la chaîne des groupes de pseudo-résistance qu'elle envoie prendre la parole en Occident pour les besoins de sa propagande.

Enfin, Daniel Benjamin et Gabriel Weinmann mettent en garde les lecteurs du *New York Times* face au slogan de George W. Bush selon lequel la faiblesse attire le danger, la force l'éloigne. En effet, selon eux, la force déployée en Irak a, au contraire, encouragé les djihadistes. Il ne suffit donc pas de montrer fort pour dissuader, il faut finir le job. Pour étayer leur discours alarmiste, les deux auteurs citent « le magazine on line d'Al Qaïda », *Sawt al-Jihad*. Notre question est : à quel moment les lecteurs du *New York Times* vont-ils se réveiller d'un long cauchemar et s'interroger sur l'authenticité du site internet officiel d'une organisation prétendument clandestine dont les membres sont recherchés par les polices et armées du monde entier ?

**Réseau Voltaire**

## Ariel Sharon



Ariel Sharon est Premier ministre israélien.

### « Nous devons nous désengager »

Source : Jerusalem Post

, The Independent

Référence : « We must disengage », par Ariel Sharon, *Jerusalem Post*, 27 octobre 2004.

Ce texte est un extrait du discours du Premier ministre israélien à la Knesset avant le vote sur le retrait de Gaza.

Des extraits de ce texte ont été publiés par *The Independent* : « Disengagement from Gaza is not an act of deception », 27 octobre 2004.

C'est une heure cruciale pour Israël. Nous allons devoir prendre une décision difficile, mais la nation attend que nous la prenions. C'est le choix le plus difficile de mon existence et je connais l'impact de ce vote sur des milliers de vies israéliennes, sur les résidents de la bande de Gaza. Beaucoup sont des amis personnels et je connais leur rage et leur désespoir. Je crois toutefois en la nécessité de ce retrait. Ce désengagement permettra de renforcer l'emprise d'Israël sur des territoires vitaux et cela sera apprécié dans le monde, réduisant l'animosité contre nous, brisant le boycott et faisant avancer la cause de la paix avec les Palestiniens et avec nos voisins.

On m'a accusé de tromper les électeurs en faisant l'inverse de ce que j'avais promis, c'est faux. J'ai affirmé à plusieurs reprises que je soutenais la création d'un État palestinien frontalier d'Israël et que nous devrions faire de douloureuses concessions. J'ai combattu dans toutes les guerres d'Israël et je sais que nous ne pouvons pas survivre sans force. Je sais aussi que l'épée ne peut pas tout régler. On me dit que le désengagement sera interprété comme une marque de faiblesse et encouragerait le terrorisme, mais je rejette cette affirmation car notre pays restera déterminé à frapper nos ennemis. Certains affirment que nous devrions plutôt rechercher un accord avec les Palestiniens, mais nous n'avons pas de partenaires pour cela.

## Benjamin Netanyahu



Benjamin Netanyahu est ancien Premier ministre israélien (1996-1999), période durant laquelle il

### « Empêcher une fracture - référendum »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Prevent a rift - referendum », par Benjamin Netanyahu, *Jerusalem Post*, 27 octobre 2004. Ce texte est un extrait du discours du ministre des Finances israélien à la Knesset avant le vote sur le retrait de Gaza.

Les dissensions se multiplient, les signes sont alarmants et le seul moyen d'éviter que les fractures de la société s'aggravent, c'est un référendum. Ce

eut Richard Perle comme conseiller. Il est actuel ministre des Finances. Il est le principal concurrent d'Ariel Sharon au sein du Likoud.

processus sera peut-être explosif.

Ce plan pose problème, je l'ai toujours dit, et pour minimiser les dégâts d'un désengagement, il faut un référendum. Un tel référendum me permettra de soutenir le plan, mais pas avec un grand enthousiasme. Mon objectif, et celui de mes amis du Likoud, est de trouver un moyen d'empêcher un éclatement de la société israélienne. Un vote de la population atténuera ce danger. Si, comme l'affirme le Premier ministre, le désengagement doit avoir lieu en mai, nous avons le temps de le préparer.

## Qaddoura Fares

Qaddoura Fares est ministre de l'Autorité palestinienne et membre du Conseil législatif palestinien. Il est l'un des signataires de l'initiative de Genève.

### « Une recette pour perdre une autre chance de paix »

Source : Ha'aretz

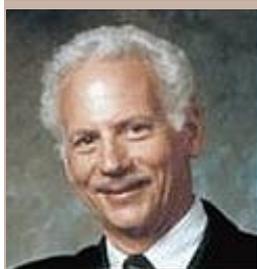
Référence : « A recipe for losing another peace chance », par Qaddoura Fares, *Ha'aretz*, 27 octobre 2004.

Ariel Sharon n'est pas le seul à vouloir que son plan de désengagement fonctionne. Beaucoup de Palestiniens voudraient un retrait des troupes de Gaza et un démantèlement des colonies juives, mais un tel plan nécessite un volet politique et économique. Aujourd'hui, le plan Sharon ne traite que de sécurité. On dit aux Palestiniens qu'il offre une chance de relance des négociations, mais la grande majorité de la population ne pense pas que la paix soit possible avec le gouvernement Sharon.

Il est impossible de les convaincre du contraire et ce d'autant plus que Sharon lui-même et son conseiller Dov Weisglass affirment ouvertement que leur plan vise à geler le processus de paix et à détourner le soutien international à l'initiative de Genève. Pour que le désengagement soit un succès, il faut la reprise des négociations sur le terrain politique et économique. Il ne sera pas facile d'abandonner l'unilatéralisme, mais le désengagement doit amorcer une réouverture des négociations.

Qu'on approuve ou pas l'initiative de Genève, elle a montré que la paix par la négociation est possible.

## Kenneth Adelman



Ancien vice-représentant des États-Unis à l'ONU (1981-1983) et négociateur pour le contrôle des armes avec la Chine (1983-1986), Kenneth Adelman est membre du Defense Policy Board Advisory Committee du Pentagone. Il a été membre du Committee on the Present Danger et de la Rand Corporation. Il est aujourd'hui secrétaire du Conseil d'administration de la Freedom House et membre du Conseil d'administration de l'International Crisis Group. Il est commentateur pour Fox News et directeur du mensuel *The Washingtonian*.

### « La renversante stratégie de bluff nucléaire de Saddam »

Source : Gulf News

Référence : « The Nuclear Bluffers », par Kenneth Adelman, *Los Angeles Times*, 22 octobre 2004.

« Saddam's stunning strategy of nuclear bluff », *Gulf News*, 27 octobre 2004.

À travers l'Histoire, les dirigeants du monde ont caché leurs violation des traités et ont menti à ce sujet. Saddam, lui, a élaboré une nouvelle stratégie : respecter les accords et mentir à ce sujet. C'est ce que démontre le rapport Duelfer : Hussein a respecté les résolutions de l'ONU lui interdisant de posséder des armes de destruction massive tout en faisant croire qu'il ne les appliquait pas. Cela peut sembler relever du cas psychiatrique, mais en réalité, il s'agissait d'une nouvelle stratégie nucléaire. Après tout, un pays du tiers-monde ne peut être une puissance nucléaire, mais il peut le faire croire. Cela peut avoir le même effet dissuasif, mais à moindre coût. Le bluffeur peut effrayer ses voisins et empêcher toute agression, pousser les pays riches à offrir leur aide ou des pactes de non-agression. Regardez la Corée du Nord, on ne lui prêterait pas plus d'attention qu'au Burkina Faso si ce n'était pas une puissance nucléaire. Nous sommes certains que la Corée du Nord est une puissance nucléaire, mais nous en étions également persuadé à propos de l'Irak. Comment être sûr ? Li Gun, un haut responsable nord-coréen, a affirmé que la Corée du Nord prouverait bientôt qu'elle avait des armes nucléaires, mais un an et demi après, on a riens vu venir et les dirigeants de nombreux pays continuent de faire des offres à Pyongyang.

Je pense que la Corée du Nord ne bluffe pas, mais c'est possible. Quoi qu'il en soit, mieux vaut ne pas prendre de risques.

## Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur

### « Seulement la guerre, la paix a échoué »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Just war, failed peace », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 27 octobre 2004..

L'échec des États-Unis à établir l'ordre en Irak est utilisé par ceux qui s'opposaient à la guerre comme une preuve qu'ils avaient raison depuis le début. À l'opposé, beaucoup de partisans de cette guerre préfèrent nier les problèmes en Irak afin de se convaincre que la guerre est un grand succès. Le

général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

récent débat présidentiel a également contribué à une politisation des deux questions irakiennes : la justification de la guerre et ses conséquences. La guerre était justifiée, non parce que Saddam Hussein avait des armes de destruction massive, mais parce qu'il en avait eu par le passé et les avait utilisées. Il a essayé de construire un réacteur nucléaire en 1981 (heureusement détruit par Israël) et il a utilisé des gaz contre les Kurdes irakiens et l'Iran. Il a attaqué quatre pays (Iran, Koweït, Arabie saoudite et Israël) et a ignoré une douzaine de résolutions de l'ONU. Certes, **George W. Bush** a menti pour justifier la guerre, mais toute personne estimant qu'il ne fallait pas renverser Saddam Hussein en 2003 aurait sans doute trouvé logique de ne pas attaquer Hitler en 1938 si l'occasion s'était présentée. Certes, Saddam n'est pas Hitler, mais Saddam en 2003 avait fait pire qu'Hitler en 1938. Affirmer que la guerre n'était pas justifiée équivaut à affirmer qu'on aurait préféré que Saddam Hussein reste au pouvoir.

Toutefois, les États-Unis ont échoué à imaginer ce qui arriverait après la guerre et ont cru, à tort, qu'il suffisait que Saddam Hussein tombe pour que la démocratie s'installe. **Paul Wolfowitz** a même pensé que l'Irak serait un modèle démocratique pour le monde arabe. L'Europe a mis longtemps pour devenir démocratique et il a fallu pour cela l'opposition au fascisme et au communisme. Rien de tel n'existe en Irak. Washington a cru voir en **Ahmed Chalabi** un Lech Walesa irakien, mais Chalabi ressemble davantage aux Russes blancs en exil dans les années 20.

Il y a de fortes chances pour que le pays éclate en différentes entités, du fait des oppositions ethniques. Quel que soit le prochain président états-unien, il ne pourra pas faire de l'Irak une démocratie, mais cela ne veut pas dire que la guerre n'était pas juste.

## Sami Ramadani

Sami Ramadani a été un réfugié politique du régime de Saddam Hussein. Il est professeur de sociologie à la London Metropolitan University.

### « La collaboration ne permettra pas d'acheter la liberté de l'Irak »

Source : The Guardian

Référence : « Collaboration won't buy Iraq's freedom », par Sami Ramadani, *The Guardian*, 27 octobre 2004.

Les Irakiens faisant campagne contre l'occupation de notre pays ont été choqués d'entendre des critiques dures prononcées par des responsables syndicaux britanniques contre la coalition Stop the War. Cela devrait susciter les protestations des syndiqués qui se sont toujours opposés à la guerre d'agression contre l'Irak. Cette diversion malvenue fait suite au vote du Congrès des travaillistes contre le retrait des troupes, un vote qui a été un coup porté aux Irakiens.

Ce qui a choqué les Irakiens opposés à l'occupation, c'est l'accusation de sectarisme contre Stop the War sous prétexte d'avoir refusé l'adhésion dans la coalition d'une organisation se faisant passer pour un conseil de syndicat opposé à l'occupation. Hors d'Irak, cette organisation se fait appeler la Fédération irakienne des syndicats (IFTU), mais en Irak, elle a récupéré le nom

et le sigle des syndicats « jaunes » mis en place par Saddam Hussein (la Fédération générale des syndicats de travailleurs d'Irak). C'est Bremer qui a permis à l'IFTU de reprendre ce nom et elle est la seule organisation syndicale autorisée. Si le pro-consul états-unien a autorisé cela, c'est que beaucoup des dirigeants de l'IFTU sont des membres du Parti communiste irakien, un parti collaborant avec l'occupant depuis les mois qui ont précédé l'invasion. Ce parti a trois ministres dans le gouvernement d'Iyad Allaoui et est au mieux avec le Premier ministre. L'IFTU a d'ailleurs soutenu les efforts avortés de Tony Blair pour inviter Allaoui à la tribune du Congrès travailliste.

Ce syndicat est un groupe de collaborateurs, le terme n'est pas trop fort vu son bilan, et il négocie actuellement pour recevoir des fonds du gouvernement britannique.

## Daniel Benjamin, Gabriel Weimann



Daniel Benjamin est associé au Center for Strategic and International Studies. Lui et Steven Simon sont co-auteurs de *The Age of Sacred Terror*. Ils ont été membres du National Security Council (1994-1999) sous l'administration Clinton.



Ancien expert de l'US Institute of Peace, Gabriel Weimann est professeur de communication à l'université de Haïfa. Il est l'auteur de *Terror on the Internet*.

### « Ce que les terroristes ont en tête »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « What the Terrorists Have in Mind », par Daniel Benjamin et Gabriel Weimann, *New York Times*, 27 octobre 2004

« Terrorist talk shows just how wrong Bush is », *International Herald Tribune*, 28 octobre 2004

À moins d'une semaine de l'élection, le président George W. Bush essaye de transformer l'image positive dont il dispose dans sa gestion de la guerre au terrorisme en avantage déterminant dans une série de spots publicitaires où il affirme que la faiblesse attire ceux qui veulent frapper l'Amérique et dans des discours où il affirme qu'il faut garder l'offensive. Bien sûr, il faut frapper les terroristes avant qu'ils ne nous frappent, mais toutes les offensives ne sont pas égales. En observant les terroristes, on se rend compte que nous faisons face à un grave problème. Pour cela, il suffit de regarder les sites Internet islamistes et de se rendre compte que les jihadistes, sonnés après la défaite des Talibans, sont enthousiasmés aujourd'hui par la situation en Irak.

Le magazine on line d'Al Qaïda, *Sawt al-Jihad*, se réjouit que les États-Unis aient aujourd'hui à faire face à deux guérillas à la fois en Afghanistan et en Irak. Zarkawi voit les choses de la même façon. Les auto-congratulations de Bush concernant la mort ou l'arrestation des trois-quarts des dirigeants d'Al Qaïda, une affirmation dure à vérifier, ne semblent pas représenter grand chose pour les jihadistes. Pour eux, il est évident que les États-Unis vont perdre comme l'URSS dans les années 80. Les radicaux se réjouissent de la Guerre d'Irak qui révélerait la vraie nature du grand Satan et les aiderait à montrer aux musulmans la nécessité du jihad.

En outre, les extrémistes prennent le contrôle de régions d'Irak. Le fait qu'une grande offensive pour récupérer ces territoires ne soit prévue qu'après les élections est également vu comme un signe de faiblesse. Les jihadistes voient l'Irak comme la première étape d'une guerre contre l'Occident et des groupes musulman du monde entier appellent à la guerre. Même les chiïtes se mêlent à

l'appel.

Ces éléments démentent la rhétorique de Bush.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .